

A V I S N° 1.710  
-----

Séance du mercredi 25 novembre 2009  
-----

Projet d'arrêté royal modifiant l'article 75 de l'arrêté royal du 20 juillet 2001 portant règlement général de la protection de la population, des travailleurs et de l'environnement contre le danger des rayonnements ionisants (RGPRI)

x                    x                    x

2.391-1

## **A V I S N° 1.710**

-----

Objet : Projet d'arrêté royal modifiant l'article 75 de l'arrêté royal du 20 juillet 2001 portant règlement général de la protection de la population, des travailleurs et de l'environnement contre le danger des rayonnements ionisants (RGPRI)

---

Par lettre du 16 avril 2009, monsieur Y. POULEUR, Directeur du Département Réglementations, Affaires Internationales et Développement de l'Agence Fédérale pour le Contrôle Nucléaire (AFCN), a sollicité l'avis du Conseil national du Travail sur l'arrêté royal relatif à l'objet mentionné sous rubrique.

Sur rapport de son Bureau exécutif, le Conseil national du Travail a émis le 25 novembre 2009, l'avis unanime suivant.

x

x

x

## **AVIS DU CONSEIL NATIONAL DU TRAVAIL**

-----

### **I. OBJET ET PORTEE DE LA DEMANDE D'AVIS**

Par lettre du 16 avril 2009, monsieur Y. POULEUR, Directeur du Département Réglementations, Affaires Internationales et Développement de l'Agence Fédérale pour le Contrôle Nucléaire (AFCN), a sollicité l'avis du Conseil national du Travail sur l'arrêté royal relatif à l'objet mentionné sous rubrique.

Ce projet de texte vise à remplacer l'article 75 de l'arrêté royal du 20 juillet 2001 précité, et ce pour plusieurs motifs, dont notamment :

- de développer des critères d'agrément (pour les stages et les formations) et de prolongation d'agrément (pour la formation continue) des médecins chargés de la surveillance médicale ;
- de redéfinir et de clarifier les modalités relatives aux procédures de demande d'agrément ou de prolongation précitées.

### **II. POSITION DU CONSEIL**

Le Conseil national du Travail a consacré un examen attentif au projet d'arrêté royal soumis pour avis.

Le Conseil observe ainsi que selon l'Agence Fédérale de Contrôle Nucléaire qui a élaboré le projet de texte, les modifications apportées à l'arrêté royal du 20 juillet 2001 précité ont pour objectif de remédier à certains problèmes. En effet, à l'heure actuelle une série d'imprécisions et de lacunes ont été constatées par rapport à l'article 75, tant en ce qui concerne les critères d'agrément et de prolongation d'agrément en matière de surveillance médicale, qu'en ce qui concerne la procédure de prolongation et de demande d'agrément. Il est également apparu qu'un certain nombre de problèmes dus à une longue interruption de l'agrément n'avaient pas été traités dans la version actuelle de cet arrêté royal.

Dans ce cadre, le Conseil a en outre pris connaissance de l'avis émis le 23 octobre 2009 par le Conseil supérieur pour la prévention et la protection au travail au sujet du projet d'arrêté royal (avis n° 145)<sup>1</sup>.

Le Conseil constate que, dans cet avis, le Conseil supérieur se prononce unanimement en faveur du projet d'arrêté royal, sous réserve de deux remarques.

La première remarque concerne les précisions qui ont été apportées à l'article 75 de l'arrêté royal. Le Conseil supérieur estime qu'une spécialisation trop poussée de la réglementation risque de limiter le nombre de personnes compétentes sur le terrain et pense qu'un juste équilibre entre la nécessité de réglementer précisément les situations liées aux agréments et le besoin d'un nombre suffisant de praticiens compétents dans le domaine doit être trouvé.

La seconde remarque, plus générale, porte quant à elle sur l'esprit des adaptations successives proposées par l'AFCN. Le Conseil supérieur suggère à cet égard que l'Agence adopte, dans la mesure du possible, une vision plus globale des adaptations réglementaires proposées, rassemblant ainsi plusieurs modifications dans un même texte réglementaire.

En conclusion de son examen, le Conseil donne son adhésion à l'avis émis par le Conseil supérieur. Il se prononce par conséquent également en faveur du projet d'arrêté royal, sous réserve des deux remarques précitées.

-----

---

<sup>1</sup> Voir annexe.

SERVICE PUBLIC FEDERAL  
EMPLOI, TRAVAIL ET  
CONCERTATION SOCIALE

-----

Conseil supérieur pour la Prévention et la Protec-  
tion au travail

-----

FEDERALE OVERHEIDSDIENST  
WERKGELEGENHEID, ARBEID EN  
SOCIAAL OVERLEG

-----

Hoge Raad voor Preventie en Bescherming op het  
werk.

-----

Avis n° 145 du 23 octobre 2009 relatif à un projet d'arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 20 juillet 2001 portant règlement général de la protection de la population, des travailleurs et de l'environnement contre le danger des rayonnements ionisants (art. 75).

Advies nr. 145 van 23 oktober 2009 met betrekking tot een ontwerp van koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 20 juli 2001 houdende algemeen reglement op de bescherming van de bevolking, van de werknemers en het leefmilieu tegen het gevaar van de ioniserende stralingen (art. 75).

I. PROPOSITION ET MOTIVATION

I. VOORSTEL EN MOTIVERING

Par lettre du 16 avril 2009, adressée au président du Conseil supérieur, monsieur Yvan POULEUR, directeur du Département Réglementation, Affaires internationales & Développement de l'AFCN, a sollicité l'avis du Conseil supérieur, pour le 16 août 2009 au plus tard, sur un projet d'arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 20 juillet 2001 portant règlement général de la protection de la population, des travailleurs et de l'environnement contre le danger des rayonnements ionisants – RGPRI (art. 75).

Bij brief van 16 april 2009, gericht aan de voorzitter van de Hoge Raad, heeft de heer Yvan POULEUR, directeur van het Departement Regelgeving, Internationale Zaken & Ontwikkeling van het FANC het advies van de Hoge Raad gevraagd, ten laatste tegen 16 augustus 2009, over een ontwerp van koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 20 juli 2001 houdende algemeen reglement op de bescherming van de bevolking, van de werknemers en het leefmilieu tegen het gevaar van de ioniserende stralingen – ARBIS (art. 75).

Le projet porte principalement sur l'article 75 du RGPRI relatif à l'agrément des médecins chargés de la surveillance médicale visée à l'article 24 du RGPRI. Il concerne l'évolution des critères d'agrément (critères de stage et de formation) ainsi que la prolongation de l'agrément (critères de formation permanente).

Het ontwerp heeft in het bijzonder betrekking op artikel 75 van het ARBIS betreffende de erkenning van geneesheren belast met het medisch toezicht zoals voorzien in artikel 24 van het ARBIS en heeft enerzijds betrekking op de ontwikkeling van de erkenningscriteria (criteria voor de stages en opleidingen) en de verlenging van de erkenning (criteria voor de permanente vorming).

Par ailleurs, il redéfinit et précise les modalités des procédures de demande et de prolongation d'agrément. Les principales modifications apportées à l'article 75 sont expliquées ci-après.

Anderzijds worden de modaliteiten m.b.t. de erkenningsaanvraag- of verlengingsprocedures geherdefinieerd en verduidelijkt. Hierna worden de belangrijkste wijzigingen aan artikel 75 uitgelegd.

## 1. Critères d'agrément

Actuellement, les critères d'agrément spécifiés à l'article 75.2 en rapport avec le programme de cours théorique et de stage pratique en matière de surveillance médicale des travailleurs professionnellement exposés sont très vagues. Ils peuvent être résumés comme suit:

Le candidat-médecin possède une qualification universitaire en radiobiologie et en protection contre les radiations ionisantes (point 75.2.3)

Le candidat-médecin possède une expérience pratique dans ces domaines (point 75.2.4.)

Le candidat-médecin possède la pratique de l'appareillage de mesure, de contrôle et d'examen indispensable à l'exercice de ce genre d'activité (point 75.2.5)

De surcroît, l'actuel article 75.2 n'impose aucune condition complémentaire en matière de formation et de stage aux candidats à l'agrément permettant d'exercer la surveillance médicale des personnes professionnellement exposées au sein des établissements de classe I.

Ce projet développe l'article 75.2. Les critères de formation et de stage ont été précisés en concertation avec les stakeholders, notamment au niveau de leur contenu. L'article 75.2 a été subdivisé en deux parties.

Le point 75.2.1 définit les conditions générales d'agrément pour le contrôle médical au sein des établissements de classe II et III : l'article 75.2.1.1 fixe les critères du programme de cours et l'article 75.2.1.2 précise les critères de stage.

Le point 75.2.2 fixe les conditions complémentaires du contrôle médical au sein des établissements de classe I : le point 75.2.2.1 reprend les critères de la formation théorique complémentaire et le point 75.2.2.2 reprend les critères du stage complémentaire.

Ainsi, en ce qui concerne les formations à suivre en vue d'obtenir un agrément permettant d'effectuer

## 1. M.b.t. de erkenningscriteria

Op dit ogenblik zijn de in artikel 75.2 gespecificeerde erkenningscriteria m.b.t. het minimale theoretische (lesprogramma) en de praktische (stage) op het gebied van het medisch toezicht op beroepshalve blootgestelde personen zeer vaag. Ze kunnen als volgt worden samengevat:

de kandidaat-arts bezit een kwalificatie van universitair niveau in de radiobiologie en in de bescherming tegen de ioniserende stralingen (punt 75.2.3);

de kandidaat-arts bezit een praktische ervaring op dat gebied (punt 75.2.4.)

de kandidaat-arts kan de meet-, controle- en onderzoeksapparaten gebruiken die onontbeerlijk zijn voor de uitoefening van dat soort werkzaamheden (punt 75.2.5)

Daarenboven worden er in het huidige artikel 75.2 geen bijkomende voorwaarden opgelegd op het gebied van vorming en stage voor de kandidaten voor een erkenning voor het medisch toezicht op beroepshalve blootgestelde personen in de inrichtingen van klasse I.

Artikel 75.2. werd in dit ontwerp verder uitgewerkt. Er werden meer precieze criteria m.b.t. de vorming en stages uitgewerkt in overleg met de stakeholders - vooral wat de inhoud betreft. Art. 75.2. werd in 2 delen onderverdeeld.

Punt 75.2.1 vermeldt de algemene erkenningsvoorwaarden voor de medische controle in de inrichtingen van klasse II en III: 75.2.1.1 bevat de criteria betreffende het lesprogramma en 75.2.1.2 de criteria betreffende de stage.

Punt 75.2.2 vermeldt de bijkomende voorwaarden voor de medische controle in de inrichtingen van klasse I: 75.2.2.1 bevat de criteria voor de bijkomende theoretische vorming en 75.2.2.2 de criteria voor de bijkomende stage.

Zo werd er voor de te volgen opleidingen met het oog op het verkrijgen van een erkenning voor het

les contrôles médicaux sur les personnes professionnellement exposées, un nombre minimum d'heures a été fixé (programme de cours pour les classes II et III : 150 heures de théorie et 45 heures de pratique ; une formation théorique complémentaire de 50 heures pour la classe I) et des directives ont été formulées au sujet des différents thèmes à aborder lors de ces formations.

Pour les stages également, une série de critères ont été définis concernant le timing (stages classes II et III de minimum 160 heures, durée maximale d'1 an ; stage complémentaire classe I : 750 heures minimum ; durée maximale de 30 mois), les risques (inhérents aux rayonnements ionisants) qui doivent être abordés lors du stage, les lieux de stage et les maîtres de stage.

Par ailleurs, les conditions minimales relatives au contenu du stage ont été énumérées et détaillées : visites aux postes de travail, contrôles médicaux des personnes professionnellement exposées, information des travailleurs, visites d'organismes externes (laboratoires de dosimétrie, centres thérapeutiques, centre de traitement des déchets radioactifs...).

## **2. Procédure de demande**

Un nouvel article 75.3 a été ajouté dans ce projet d'arrêté royal pour définir et expliciter les modalités de la procédure de demande d'un agrément. L'actuel article 75 n'aborde que très sommairement ces modalités.

Le point 75.3.1 porte sur les modalités de la demande d'agrément relatif au contrôle médical des personnes professionnellement exposées au sein des établissements des classes II et III.

Le point 75.3.2 précise les modalités complémentaires de l'agrément relatif au contrôle médical au sein des établissements de classe I.

Ce nouveau point 75.3 définit les divers documents qui doivent être transmis dans le cadre d'une demande d'autorisation. Il s'agit notamment des diplômes/certificats/attestations des formations et stages suivis (formulaire à compléter sur base du modèle joint au projet), ainsi que des rapports de

verrichten van de medische controles op beroepshalve blootgestelde personen, een minimum aantal uren bepaald (lesprogramma voor klasse II en III: 150 uur theorie en 45 uur praktijk; een bijkomende theoretische vorming voor klasse I: 50 uur) en tevens werden er richtlijnen opgesteld m.b.t. de verschillende thema's die tijdens deze opleidingen aan bod dienen te komen.

Ook voor de stages werd er een reeks criteria bepaald die betrekking hebben op de timing (stages klasse II en III, minimum 160 uur; maximumduur: 1 jaar, bijkomende stage klasse I: minimum 750 uur; maximumduur: 30 maanden), de risico's (inherent aan de ioniserende straling) die tijdens de stage aan bod moeten komen, de stageplaatsen, de stage-meesters.

Daarenboven worden de minimumvereisten m.b.t. de inhoud van de stage opgesomd en gedetailleerd: bezoek van werkposten, medische controles van beroepshalve blootgestelde personen, informatie van de werknemers, bezoek van externe instellingen (dosimetrielabo, therapeutische centra, centrum voor de behandeling van het radioactief afval,...).

## **2. M.b.t. de aanvraagprocedure**

In dit ontwerp van koninklijk besluit worden in een nieuw punt 75.3 de modaliteiten in het kader van de aanvraagprocedure voor het bekomen van een erkenning vermeld en uiteengezet. Deze zijn slechts minimaal opgenomen in het bestaande artikel 75.

Punt 75.3.1. heeft betrekking op de modaliteiten in het kader van een erkenningsaanvraag voor de medische controle op beroepshalve blootgestelde personen binnen de inrichtingen van klasse II en III.

Punt 75.3.2. vermeldt de bijkomende modaliteiten voor een erkenning voor de medische controles in de inrichtingen van klasse I.

In dit nieuwe punt 75.3. worden de verschillende documenten vermeld die in het kader van een vergunningsaanvraag moeten worden overgemaakt. Dit zijn ondermeer: het/de diploma'(s) / getuigschrift(en) / certifica(a)t(en) van de gevolgde opleidingen, stageattest(en) (in te vullen formulier op

stage (les directives relatives au rapport de stage sont précisées en annexe au projet).

Dans la pratique, ces documents sont déjà réclamés par l'Agence. La réelle nouveauté concerne les directives à respecter lors de la rédaction des rapports de stage.

### **3. Critères de prolongation**

L'actuel article 75 définit comme condition de prolongation de l'agrément que le médecin doit apporter la preuve qu'il entretient et développe ses connaissances et sa compétence, y compris en radioprotection, dans le cadre d'une formation continue de niveau universitaire.

Le projet soumis redéfinit cette condition dans un nouveau point 75.4 en précisant que le candidat à la prolongation de son agrément doit entretenir ses connaissances et sa compétence dans le domaine du contrôle médical des personnes professionnellement exposées, d'une part dans le cadre de ses activités professionnelles et, d'autre part, dans le cadre d'une formation continue de niveau universitaire dont les critères figurent en annexe au projet.

### **4. Procédure de prolongation**

Les modalités de prolongation ne sont pas reprises dans l'actuel article 75. Le projet proposé insère un point 75.5 qui définit ces modalités. Celles-ci existent déjà en pratique et prévoient que le candidat doit fournir, pour la période d'agrément écoulée, un rapport d'activités (le modèle figure en annexe au projet) et une description de la formation continue (formulaire à remplir en annexe).

La réelle nouveauté concerne le modèle du rapport d'activités qui est plus précis que les directives actuelles relatives à l'établissement de ces rapports. Ce modèle insiste pour que les différentes matières soient traitées de manière personnelle.

basis van het model in bijlage bij het ontwerp) en stageverslag(en) (hiervoor worden de richtlijnen in bijlage bij het ontwerp bepaald).

In de praktijk worden deze stukken nu reeds door het Agentschap gevraagd. De werkelijke nieuwigheid zijn de richtlijnen die m.b.t. de opstelling van de stageverslagen werd uitgevaardigd.

### **3. M.b.t. de verlengingscriteria**

In het huidige artikel 75 geldt als voorwaarde voor de verlenging van de erkenning dat de kennis en bekwaamheid op peil moet worden gehouden en verder moet ontwikkeld worden in het kader van een permanente vorming van universitair niveau en dit met inbegrip van de kennis en bekwaamheid op het gebied van de stralingsbescherming.

In het voorgelegde ontwerp wordt deze voorwaarde verder uitgewerkt in een nieuw punt 75.4. door te stellen dat de kandidaat voor een verlenging zijn kennis en bekwaamheid op het gebied van de medische controle van beroepshalve blootgestelde personen dient op peil te houden, en dit enerzijds door middel van zijn professionele activiteiten en anderzijds door middel van een permanente vorming van universitair niveau waarvan de criteria in bijlage bij het ontwerp worden vermeld.

### **4. M.b.t. de verlengingsprocedure**

De modaliteiten voor de verlenging zijn niet opgenomen in het huidige artikel 75. Het voorgelegde ontwerp voegt een punt 75.5. toe waarin deze modaliteiten worden vermeld. Deze bestaan reeds in de praktijk en bestaan erin dat er een activiteitenverslag (model in bijlage bij het ontwerp) en een beschrijving van de permanente vorming (in te vullen formulier in bijlage) m.b.t. de voorgaande erkenningsperiode moeten worden verstrekt.

De werkelijke nieuwigheid hier is het model van activiteitenverslag dat preciezer is dan de huidige richtlijnen voor het opstellen van deze verslagen. In dit model wordt o.a. de nadruk gelegd op het feit dat de verschillende onderwerpen persoonlijk moeten worden behandeld.



## **5. Mesures de précaution en cas d'interruption de l'agrément**

Pour faire face au problème récurrent de la longue interruption d'un agrément, un point 75.6 a été ajouté pour fixer les obligations de l'exploitant et du médecin du travail en cas d'interruption de l'agrément. L'exploitant doit s'assurer que l'interruption d'un agrément n'entraîne en aucun cas une transgression des obligations en matière de contrôle médical.

Le médecin agréé en vertu de cet article informe en temps utile l'exploitant sur la date d'expiration de son agrément et sur une éventuelle demande de prolongation afin que l'exploitant puisse satisfaire aux obligations visées à l'alinéa précédent.

Le projet d'arrêté royal a été soumis au Bureau exécutif le 5 mai 2009. (PBW/PPT - D 143 - BE 671)

Le 3 février 2009, le Bureau exécutif du Conseil supérieur a décidé de confier l'examen du projet et la préparation de l'avis à une Commission ad hoc D143 qui s'est réunie le 19 juin 2009.

Le Bureau exécutif a décidé le 1<sup>er</sup> septembre 2009 de soumettre le projet d'arrêté royal pour avis à la Réunion plénière du Conseil supérieur pour la Prévention et la Protection au travail du 23 octobre 2009. (PPT - D143 - 455)

## **II. AVIS EMIS PAR LE CONSEIL SUPERIEUR LORS DE SA REUNION DU 23 OCTOBRE 2009**

Le Conseil supérieur pour la prévention et la protection au travail émet un avis unanime favorable sur le projet.

Le Conseil souhaite cependant attirer l'attention de l'Agence fédérale de contrôle nucléaire sur le risque qu'une réglementation imposant une spécialisation trop poussée peut mener à une diminution du

## **5. M.b.t. de voorzorgsmaatregelen in geval van onderbreking van de erkenning**

Om de vaak voorkomende problemen van een langdurige onderbreking van de erkenning het hoofd te bieden, wordt een punt 75.6. toegevoegd waarin de plichten van de exploitant en de arbeidsgeneesheer bij een onderbreking van de erkenning worden vermeld. De exploitant dient er op toe te zien dat een onderbreking van de erkenning er in geen geval toe leidt dat er afbreuk wordt gedaan aan de verplichtingen inzake medische controle.

De uit hoofde van dit artikel erkende geneesheer informeert de exploitant ten gepaste tijde over de einddatum en over een eventuele verlengingsaanvraag zodat de exploitant aan de in de voorgaande alinea vermelde verplichtingen kan tegemoetkomen.

Het ontwerp van koninklijk besluit werd op 5 mei 2009 aan het Uitvoerend Bureau voorgelegd. (PBW/PPT - D 143 - BE 671)

Het Uitvoerend Bureau van de Hoge Raad besliste om het onderzoek van het ontwerp en de voorbereiding van het advies toe te vertrouwen aan een Commissie ad hoc D143 die op 19 juni 2009 vergaderde.

Het Uitvoerend Bureau besliste op 1 september 2009 om het ontwerp van koninklijk besluit voor advies voor te leggen aan de Plenaire Vergadering van de Hoge Raad voor Preventie en Bescherming op het werk van 23 oktober 2009. (PBW - D143 - 455)

## **II. ADVIES UITGEBRACHT DOOR DE HOGE RAAD OP DE VERGADERING VAN 23 OKTOBER 2009**

De Hoge Raad voor preventie en bescherming op het werk brengt een unaniem gunstig advies over het ontwerp uit.

De Raad wenst evenwel de aandacht van het Federaal Agentschap voor Nucleaire Controle te vestigen op het risico dat een regelgeving die een te ver doorgedreven specialisatie oplegt, kan leiden tot

nombre de personnes compétentes sur le terrain.

Il demande par conséquent que l'Agence fédérale de contrôle nucléaire fixerait le degré de spécialisation en radiologie et en protection contre les radiations ionisantes à un niveau constituant un équilibre entre deux objectifs différents : d'une part, la spécialisation et, d'autre part, un nombre suffisant de personnes compétentes sur le terrain, de sorte que la protection des travailleurs concernés soit garantie.

Indépendamment de ce projet d'arrêté spécifique le Conseil supérieur constate que dans le passé récent divers projets successifs lui ont été soumis pour avis. Il exprime dès lors aussi le vœux que l'AFCN voudrait bien examiner s'il n'est pas possible de développer une vision à plus longue échéance, visant l'adaptation simultanée de plusieurs aspects du RGPRI, lesquels sont alors traités dans un projet d'arrêté, plutôt que chaque fois un aspect par projet.

### III. DECISION

Remettre l'avis à la Ministre de l'Emploi et au ministre de tutelle de l'AFCN.

een vermindering van het aantal bevoegde personen op het werkterrein.

Hij vraagt bijgevolg dat het Federaal Agentschap voor Nucleaire Controle de graad van specialisatie in de radiologie en de bescherming tegen ioniserende stralingen zou instellen op een niveau dat het evenwicht vormt tussen twee verschillende doelstellingen: enerzijds, de specialisatie en, anderzijds, een voldoende aantal bevoegde personen op het werkterrein, derwijze dat de bescherming van de betrokken werknemers gegarandeerd blijft.

Los van dit specifieke ontwerp van besluit stelt de Hoge Raad vast dat hem in het recent verleden diverse opeenvolgende ontwerpen voor advies werden voorgelegd. Hij drukt dan ook de wens uit dat het FANC zou willen onderzoeken of het niet mogelijk is visies op langere termijn te ontwikkelen die de gelijktijdige aanpassing van meerdere aspecten van het ARBIS beogen, welke dan globaal in één ontwerp van besluit ondergebracht worden, eerder dan telkens één aspect per ontwerp.

### III. BESLISSING

Het advies aan de Minister van Werk en de voogdijminister van het FANC bezorgen.